

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 151/17/AOO

**Exploitation de la station de traitement
et d'épuration des eaux usées de la
plate-forme aéroportuaire de
Benslimane**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
------------------------------	----------

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
--	----------

ARTICLE 01 :	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 :	MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 :	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 :	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 :	LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 :	DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 :	CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 :	OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 :	OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 :	OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 :	MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 :	PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 :	DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 :	RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 :	EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 :	CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 17 :	RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 18 :	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 :	ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 :	INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	11

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
--	-----------

ANNEXE I :	MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II :	MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III :	MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV :	MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
---	----------

ARTICLE 01 :	OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 :	MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 :	CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 :	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 :	RESILIATION	5
ARTICLE 07 :	ASSURANCES ET RESPONSABILITES	5
ARTICLE 08 :	DROITS DE TIMBRE	5
ARTICLE 09 :	DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 10 :	REGLEMENT DES CONTESTATIONS	5

ARTICLE 11 :	DOMMAGES _____	5
ARTICLE 12 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	6
ARTICLE 13 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	6
ARTICLE 14 :	NANTISSEMENT _____	6
ARTICLE 15 :	DROIT APPLICABLE _____	6
ARTICLE 16 :	DROITS ET TAXES _____	6

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES _____ 7

ARTICLE 17 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	7
ARTICLE 18 :	MOYENS HUMAINS MIS EN PLACE _____	7
ARTICLE 19 :	DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE _____	7
ARTICLE 20 :	MOYENS MATERIELS MIS EN PLACE _____	8
ARTICLE 21 :	PLAN D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE LA STEP DE BENSLIMANE _____	12
ARTICLE 22 :	DUREE DU MARCHE _____	16
ARTICLE 23 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	16
ARTICLE 24 :	DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE _____	17
ARTICLE 25 :	PENALITES _____	17
ARTICLE 26 :	LIEU DES PRESTATIONS _____	18
ARTICLE 27 :	VISITES MEDICALES _____	18
ARTICLE 28 :	COMPORTEMENT DU PERSONNEL _____	18
ARTICLE 29 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE _____	18
ARTICLE 30 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	19
ARTICLE 31 :	DELAI DE GARANTIE _____	19
ARTICLE 32 :	DEFINITIONS DES PRIX _____	19

**ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°151/17/AOO**

Le **lundi 18 décembre 2017** à **10h00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et à **titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **19 800,00 DHS.**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **1 321 656,00 DHS.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **lundi 18 décembre 2017** avant **9h30** ;
- 2) Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessous **ne sont pas admis.**

N.B : Une visite des lieux sera organisée au profit des concurrents intéressés le **lundi 4 décembre 2017** à **10h00** à l'Aéroport de Benslimane (**Contact : 06 94 702 351**).

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 151/17/AOO

**Exploitation de la station de traitement
et d'épuration des eaux usées de la
plate-forme aéroportuaire de
Benslimane**

TABLE DE MATIERE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	11
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante : <http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une

personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en **LANGUE ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue Française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article **07** du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. En cas de groupement, les membres du groupement **ne doivent pas** proposer deux prix pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Le nom et l'adresse du concurrent ;- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis". |
|--|

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :

1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
- b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. **Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'**appel d'offres est alloti** :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent est invité à présenter **les offres techniques et financières** séparément **pour chaque lot**.

ARTICLE 13 : **DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS**

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, suite à la lettre de la commission d'appel d'offres, doit être soit déposé, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans cette lettre, soit

envoyé, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité. Les plis déposés ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

Les offres des concurrents sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception, **par fax confirmé** ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : **Département des Achats**
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Fax : 00212 (0) 5 22 53 99 13



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Fournir **les attestations de référence originales** ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les prestations objet desdites attestations. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**);

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Le concurrent doit fournir :

- Moyens matériels : liste des moyens matériels à affecter pour l'exécution de la prestation.
- Moyens humains : liste comportant, Un chef d'exploitation avec une expérience dans le domaine > 2 ans, un électromécanicien avec une expérience > 5 ans et 2 agents. Fournir les CVs de l'équipe d'exploitation et le diplôme de l'électromécanicien.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **151/17/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE**Constitution d'une caution personnelle et solidaire
au titre du cautionnement provisoire**

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°**en date du.....,

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de
(Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 151/17/AOO relatif à « Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane » (Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 151/17/AOO du **lundi 18 décembre 2017**.

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;

- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

**Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)**

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)

AO N° : 151/17/AOO

Objet : Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane

ITEMS	Description	UDM	Quantité annuelle (A)	Prix Unitaire hors TVA en chiffres (B)	Prix Total hors TVA en chiffres (C) = (A X B)
A- Station de pompage SP0					
1	Suivi de fonctionnement de la station de pompage (évacuation déchets panier dégrilleur)	Forfait/mois	12		
B- Station d'épuration					
2	Chef de la station (ingénieur en épuration)	Forfait/mois	12		
3	Technicien électromécanicien	Forfait/mois	12		
4	Deux Agents de Quart d'exploitation de la STEP	Forfait/mois	12		
5	Evacuation des rejets des dégrilleurs	Tonne	1		
6	Evacuation des rejets du Dessableur	Tonne	5		
7	Evacuation des boues digérées	Tonne	5		
8	Evacuation des flottants	Tonne	1		
9	Fourniture des réactifs (Polymère à poudre)	Kg	1 000		
10	Fourniture des réactifs (Sulfate d'alumine)	Kg	500		
11	Fourniture des réactifs (Chaux vive)	Kg	3 000		
12	Fourniture des réactifs (Eau de Javel à 47°)	m³	24		
13	Fourniture et montage des pièces d'usure et d'entretien	Forfait	1		
14	Analyses au laboratoire (y/c consommables)	Forfait/mois	12		
15	Etalonnage et contrôle des instrumentations	Forfait/mois	12		
TOTAL HORS TVA					
TVA 20%					
TOTAL TVA comprise					

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 151/17/AOO

**Exploitation de la station de traitement et
d'épuration des eaux usées de la plate-
forme aéroportuaire de Benslimane**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES 4

ARTICLE 01 :	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 02 :	MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 03 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 04 :	CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 :	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 :	RESILIATION	5
ARTICLE 07 :	ASSURANCES ET RESPONSABILITES	5
ARTICLE 08 :	DROITS DE TIMBRE	5
ARTICLE 09 :	DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 10 :	REGLEMENT DES CONTESTATIONS	5
ARTICLE 11 :	DOMMAGES	5
ARTICLE 12 :	CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 13 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 14 :	NANTISSEMENT	6
ARTICLE 15 :	DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 16 :	DROITS ET TAXES	6

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES 7

ARTICLE 17 :	MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 18 :	MOYENS HUMAINS MIS EN PLACE	7
ARTICLE 19 :	DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE	7
ARTICLE 20 :	MOYENS MATERIELS MIS EN PLACE	8
ARTICLE 21 :	PLAN D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE LA STEP DE BENSLIMANE	12
ARTICLE 22 :	DUREE DU MARCHÉ	16
ARTICLE 23 :	MODALITES DE PAIEMENT	16
ARTICLE 24 :	DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ	17
ARTICLE 25 :	PENALITES	17
ARTICLE 26 :	LIEU DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 27 :	VISITES MEDICALES	18
ARTICLE 28 :	COMPORTEMENT DU PERSONNEL	18
ARTICLE 29 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	18
ARTICLE 30 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	19
ARTICLE 31 :	DELAÏ DE GARANTIE	19
ARTICLE 32 :	DEFINITIONS DES PRIX	19

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le **09 Juillet 2014**.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Le CCAG-T.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés résultant de l'emplacement, des accès, des alimentations en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Avant tout commencement des prestations, le prestataire doit adresser à l'Office National Des Aéroports une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-T.

ARTICLE 08 : DROITS DE TIMBRE

Conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG-T, le prestataire acquitte les droits de timbre dus au titre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur ; L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 09 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux de Casablanca statuant en matière administrative.

ARTICLE 11 : DOMMAGES

Le prestataire n'aura aucun recours contre l'ONDA pour dommages qui pourraient survenir du fait des tiers, au personnel et au matériel de son entreprise sauf ses droits de recours contre l'auteur du dommage.

Dans le cas où des dommages viendraient à être causés à toute personne à l'occasion de l'exécution du marché, le prestataire s'engage à garantir l'ONDA de toutes les condamnations prononcées contre ce dernier en réparation des dits dommages, et s'interdit tout recours contre lui.

ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

ARTICLE 16 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le titulaire du marché est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 10% de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 17 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction de l'Aéroport de Benslimane**.

ARTICLE 18 : MOYENS HUMAINS MIS EN PLACE

Le prestataire assurera l'encadrement de l'exploitation et la maintenance, en maintenant sur site une équipe qui doit être composée des profils suivants :

- Un chef d'exploitation de la STEP ingénieur en épuration avec une expérience dans le domaine d'au moins de 02 (ans)
- Un électromécanicien avec une expérience dans le domaine d'au moins de 05 (ans)
- Deux agents d'exploitation

Le personnel du prestataire devra accomplir toutes les tâches déjà mentionnées.

Ce personnel maîtrisera parfaitement les procédés et les technologies propres à l'Entreprise, utilisés sur la station.

En outre, il est supposé qu'il aura accès au soutien technique éventuellement nécessaire, de la part des services centraux du prestataire.

Les éventuelles missions d'assistance technique ponctuelle jugées nécessaires par l'Entreprise au bon fonctionnement de la station seront à sa charge.

Le nombre des agents peut augmenter exceptionnellement à la suite d'opérations ponctuelles urgentes nécessitant un renfort demandé par l'ONDA sans frais complémentaire.

Le prestataire devra entreprendre toutes les démarches en vigueur pour doter son personnel en activité de badges les autorisant à opérer dans leurs postes d'affectation.

Le prestataire doit désigner un responsable qui sera chargé de veiller sur l'exécution de la prestation objet du marché conformément aux clauses du marché et qui sera l'interlocuteur avec les services de l'ONDA.

Le prestataire devra remettre à l'ONDA, la liste nominative de ses agents pour les besoins de sûreté, dans un délai de 15 jours avant le commencement des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 19 : DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE

Le titulaire doit produire obligatoirement dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché, pour chaque agent, les documents suivants :

- Le casier judiciaire
- La fiche anthropométrique
- La visite médicale des agents,
- Le numéro d'affiliation à la CNSS des agents
- Attestation d'assurance maladie et AT

ARTICLE 20 : MOYENS MATERIELS MIS EN PLACE

Niveaux de service et suivi du fonctionnement

Le prestataire doit mettre en place les procédures standards dans le cadre des situations d'urgence.

Des instructions claires seront données aux opérateurs pour réagir sur de telles situations et quels niveaux hiérarchiques de personnel sont concernés dans chaque cas d'urgence.

Des procédures devront être aussi mises en place pour garantir que le personnel d'encadrement sera correctement informé de toute situation d'urgence.

Le suivi du fonctionnement des installations tant au point de vue technique qu'au point de vue économique soit intégré dans le système de gestion de l'information.

La station d'épuration STEP sera suivie de façon à permettre le développement d'indicateurs de performances parmi lesquels on peut noter :

Les indicateurs de résultat de traitement DBO (demande biochimique en oxygène) abattue par kWh consommé,

- % d'abattement de DBO, DCO (demande chimique en oxygène), MES (matière en suspension)
- Nombre de non-conformités de l'effluent.

Suivi des débits, échantillonnage et analyses en laboratoire

L'entreprise doit réaliser toutes les mesures, prise d'échantillons et analyses de laboratoires sur l'usine. Ces opérations sont réalisées sur les eaux entrantes et les eaux traitées en sortie d'usine mais aussi sur les installations spécifiques, et sur les boues. A ces analyses programmées, devraient s'en rajouter un certain nombre correspondant à l'ensemble des besoins ponctuels de conduite du process, soit pour confirmer la validité d'un réglage conduisant à une évolution du traitement, soit pour déterminer l'origine d'une dérive du traitement, etc....

La procédure d'échantillonnage est la suivante :

- a) Tous les échantillons et mesures doivent être représentatifs du flux d'eau auquel ils se rapportent. Il faut s'assurer que l'échantillon prélevé ne sera pas faussé par des conditions propres au point d'échantillonnage lui-même telles qu'accumulation de sédiments ou de flottants. Pour l'eau brute à l'entrée de la station, ce point devra être situé en amont des recirculations de surverses issues de différentes phases du traitement.
- b) Les analyses sont réalisées par un laboratoire externe, 72 analyses par an par indicateur de performance.
- c) Au sein de l'équipe d'exploitation, l'équipe recrutée, sera préalablement formée aux analyses courantes à savoir la DBO, DCO MES à réaliser sur le site d'une station d'épuration.
- d) en cas de dysfonctionnement du traitement, l'exploitant augmentera la fréquence des analyses demandées (analyse chaque 5 jour) par le cahier des charges à une fréquence d'une analyse par jour en entrée et sortie de la station.

Reporting :

▪ Cahier d'exploitation

L'équipe tiendra à jour sous forme informatique les données d'exploitation de l'usine de traitement, à savoir :

- Le relevé des débits,
- Les résultats des analyses réalisées par le laboratoire de l'usine,
- Les consommations d'énergie électrique,
- Les consommations en réactifs avec le suivi en parallèle des paramètres d'exploitation liés (masse de boues traitée en déshydratation pour la consommation de polymère),
- La production de boues,
- Les quantités des autres sous-produits et leurs destinations,
- La siccité des boues déshydratées,
- Le relevé d'enlèvement des boues par site de décharge,
- Le cadre de décomposition du coût contractuel d'exploitation qui sert de support au compte-rendu, et l'ensemble des causes de modification des conditions financières (débits et charges réels, pénalités, révisions, etc.).

Un reporting mensuel sera adressé au maître d'ouvrage.

▪ Compte-rendu annuel

Une synthèse des informations sera remise à la fin de l'année. Elle comprend toutes les données de qualité d'eau, charges reçues en pollution et variation de ces charges en comparaison des capacités de traitement de l'usine, conditions d'exploitation générales de l'usine, actions d'optimisation en cours et résultats de ces actions, liste des dysfonctionnements et actions engagées pour y remédier.

▪ Gros entretien et renouvellement

Un plan de gestion des biens établira l'ensemble des règles gérant la durée de vie des équipements et ouvrages et orientera les besoins d'investissement.

La stratégie d'investissement est basée sur une recherche constante de la solution la plus économique et repose sur la mise en place d'un plan d'entretien et de renouvellement à long terme.

Pièces de rechange – pièces détachées

Concernant les pièces de rechange, l'exploitant assurera la fourniture des pièces de rechanges pour 1 an de fonctionnement.

Un stock de ces pièces de rechanges sera mis en place et géré par le personnel de l'exploitation.

Les enregistrements des pièces détachées sont faits sur la base de données et permettent l'émission à tout instant de leur inventaire complet. Un état mensuel des pièces est édité et inclus dans le rapport de suivi de gestion.

Instrumentation et mesures

Les débitmètres installés sont testés et calibrés au minimum une fois par an. Il en est de même pour le reste de l'instrumentation qui, à partir des préconisations fournisseurs, est suivi, testé et calibré par le responsable instrumentations et ses techniciens.

Gestion des déchets et des boues

Les déchets à évacuer sont les boues de déshydratation, le sable et les refus de dégrillage.

Refus de dégrillage

Les refus du dégrillage fin seront stockés dans une benne de 650 l pour être évacuées par camion. Les quantités à évacuer seront estimées comme suit :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Refus	m3 / an	29	38	46	55	58
	T / an	26	34	41	50	53

Sables de prétraitement

Les sables extraits du prétraitement sont stockés dans deux bennes de 650 l évacuées du site par camion pour rejoindre la décharge.

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Sables	m3 / an	100	130	160	190	200
	T / an	170	221	272	323	340

Boues déshydratées

Les boues seront évacuées vers des bennes, avant d'être évacuées vers une décharge destinée par le maître d'ouvrage

Toute opération d'évacuation des déchets pendant l'année d'exploitation sera à la charge de l'entreprise.

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Boues à 20%	m ³ / an	100	130	160	190	200
	T / an	170	221	272	323	340
Boues à 25%	m ³ / an	859	1117	1374	1632	1718
	T / an	832	1082	1331	1581	1664

Les produits de traitements

La totalité des réactifs nécessaires pour le traitement sera prise à la charge du prestataire.

Produits de traitement file eau

Il sera prévu les produits suivant pour la file eau

- Sulfate de l'alumine pour la déphosphatation par voie chimique
- Eau de javel pour la désinfection

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Sulfate d'alumine	T / an	53	69	85	100	106
Eau de javel	m ³ / an	36,5	47	58,4	69	73

Produits de traitement file boues

Les produits suivants pour la déshydratation et le chaulage de la boue.

- Polymère pour la déshydratation des boues jusqu'à 20% de siccité (avec une tolérance de 5%)
- La chaux vive pour le chaulage des boues jusqu'à 25% (avec une tolérance de 5%)

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Polymère	T / an	2,3	2,9	3,6	4,3	4,5
Chaux vive	T / an	113	147	181	215	226

ARTICLE 21 : PLAN D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE LA STEP DE BENSLIMANE

OUVRAGES	EQUIPEMENTS	PIECES DE RECHANGES	PERIODE
STATION DE POMPAGE SPO	pompes de relevage	Remplacement des matières consommable de la chambre d'étanchéité	toutes les 8000 heures de service ou au plus tard au bout de 2 ans
		Vidange de la chambre de fuite	
DEGRILLAGE FIN	dégrilleur fin automatique	Graisser les chaines d'entraînement de l'arbre de commande et de la brosse rotative	Mensuelle
		Graisser les paliers sur les 3 arbres: - arbre d'entraînement -guide tournant -arbre de brosse rotative	
	Motoréducteur	Remplacer l'huile minérale	au plus tard tous les 3 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
		Remplacer l'huile synthétique	au plus tard tous les 5 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
	moteur triphasé	Remplacer la graisse liquide de l'antidevireur	toutes les 10000 heures machine
		remplacer la bague d'étanchéité	
	compacteur	graisser les paliers à roulements	graissage d'appoint tous les mois
	Motoréducteur	Remplacer l'huile minérale	au plus tard tous les 3 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
		Remplacer l'huile synthétique	au plus tard tous les 5 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
	moteur triphasé	Remplacer la graisse liquide de l'antidevireur	toutes les 10000 heures machine
		Remplacer la bague d'étanchéité	
DESSABLEUR	aérateur immergé	Vidange d'huile	au bout de 12 mois
	pompe à sable	Liquides non abrasif	semestriel
		Liquides abrasif	trimestriel
	moteur pour pompe à sable	Entretien des paliers : roulements à graissage permanent	
		Moteur 2 pôles	10 000 heures
		Moteur a un plus grand nombre de pôles	20 000 heures
	Racleur Dessableur déshuileur		
	Motoréducteur	Remplacer l'huile minérale	au plus tard tous les 3 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	

		Remplacer l'huile synthétique	au plus tard tous les 5 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
	Classificateur		
	Motoréducteur	Remplacer l'huile minérale	au plus tard tous les 3 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
		Remplacer l'huile synthétique	au plus tard tous les 5 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
BASSIN D'AERATION	Agitateur zone de contact	Remplacement des matières consommable de la chambre d'engrenage et de la chambre d'étanchéité	annuellement
	agitateur zone anaérobie	Remplacement des matières consommable de la préchambre, de la chambre d'engrenage et de la chambre d'étanchéité	annuellement
	agitateur zone d'aération	Remplacement des matières consommable de la préchambre, de la chambre d'engrenage et de la chambre d'étanchéité	annuellement
	rampes d'aération	RAS	RAS
	pompes de recirculation	Remplacement des matières consommable de la chambre d'étanchéité	toutes les 8000heures de service ou au plus tard au bout de 2 ans
		Vidange de la chambre de fuite	
	pompes d'extraction	Remplacement des matières consommable de la chambre d'étanchéité	toutes les 8000heures de service ou au plus tard au bout de 2 ans
		Vidange de la chambre de fuite	
DECANTEUR	pont racleur décanteur	PAS DE DOC RMC	PAS DE DOC RMC
SURPRESSEUR	Surpresseur	vider et remplacer l'huile de la pompe	vidange de rodage : 200heures/2 semaines d'utilisation
		graissez le tendeur de la courroie d'entraînement	toutes les 8000 heures/une fois par an
		vider et remplacer l'huile du Surpresseur	toutes les 4000 heures/6mois
		remplacer les cartouches de filtre	annuellement
		inspectez le clapet anti retour	annuellement
		remplacez les courroies d'entraînement	annuellement
		inspectez l'isolant acoustique	annuellement
		remplacez les paliers du Surpresseur ainsi que les joints et joints statiques	3ans

	Piège à sons local suppresseur	Entretien des paliers : roulements à graissage permanent	
		Moteur 2 pôles	10 000 heures
		Moteur a un plus grand nombre de pôles	20 000 heures
déshydratation	pompes doseuse eau de javel	RAS	RAS
	pompes doseuse sulfate d'alumine	RAS	RAS
	pompe alimentation centrifugeuse	<u>contrôle périodique</u> : L'étanchéité complète de la pompe	1 fois par semaine
		le serrage de la visserie de fixation de l'ensemble	1 fois par mois
		niveau de lubrifiant de l'entraînement	1 fois par mois
		fixation au sol	1 fois par an
		l'intensité du moteur et la propreté des ouïes de ventilation de l'entraînement	1 fois par mois
		l'état des gaines électriques de l'alimentation	1 fois par an
	centrifugeuse	vidange poulie redox (huile 15w40)	200 heures après mise en route
		renouvellement de la graisse du roulement butée de vis	3000 heures
		renouvellement de la graisse du cyclo	
		vidange poulie redox (huile 15w40)	
		remplacement si nécessaire: - buses -disques en 2 parties-tôle de protection	
		remplacement des courroies	6000 heures
		remise en état mécanique du palier alimentation	
		revêtement vis convoyeuse	
		renouvellement de la graisse du cyclo	
		vidange poulie redox (huile 15w40)	9000 heures
		renouvellement de la graisse du roulement butée de vis	
		renouvellement de la graisse du cyclo	
		vidange poulie redox (huile 15w40)	
		remplacement si nécessaire: - buses -disques en 2 parties-tôle de protection	12 000 heures
		remplacement des courroies	
		remise en état mécanique du palier alimentation	
		remplacement des roulements et des joints	
		démontage du réducteur	
		remise en état du limiteur de couple	
		remise en état du système de tension	
		renouvellement de la graisse du cyclo	
		vidange poulie redox (huile 15w40)	
		remplacement si nécessaire: - buses -disques	

	en 2 parties-tôle de protection	
	renouvellement de la graisse du roulement butée de vis	15 000 heures
	renouvellement de la graisse du cyclo	
	vidange poulie redox (huile 15w40)	
	remplacement si nécessaire: - buses -disques	
	en 2 parties-tôle de protection	
	remplacement des courroies	18 000 heures
	remise en état mécanique du palier alimentation	
	remplacement des amortisseurs	
	remise en état du limiteur de couple	
	renouvellement de la graisse du cyclo	
	vidange poulie redox (huile 15w40)	21 000 heures
	renouvellement de la graisse du roulement butée de vis	
	renouvellement de la graisse du cyclo	
	vidange poulie redox (huile 15w40)	
	remplacement si nécessaire: - buses -disques	
	en 2 parties-tôle de protection	24 000 heures
	remplacement des courroies	
	remise en état mécanique du palier alimentation	
	remplacement des roulements et des joints	
	démontage du réducteur	
	remise en état du limiteur de couple	
	remise en état du système de tension	
	renouvellement de la graisse du cyclo	
	vidange poulie redox (huile 15w40)	
	remplacement si nécessaire: - buses -disques	
	en 2 parties-tôle de protection	
pompe gaveuse	éléments lubrifiés : - joints du dévouteur et de l'articulation - pignons- rotor	entretien préventif
central préparation polymère	doseur:-remplacement des chevrons	après 4000 heures ou tous les ans
	usure des roulements et roues datées	tous les mois
	nettoyage du ventilateur du moteur	si nécessaire
	nettoyage du conduit du doseur de poudre	
	nettoyage des systèmes de détection de niveau et de l'arrivée d'eau	tous les 6 mois
agitateur cuve sulfate d'alumine	RAS	RAS
pompe doseuse polymères	lubrification; liaison réducteur /arbre de commande- stator	pas préciser
dévouteur - doseur a	vidange des réducteurs	pas préciser
	remplacement des aubes de déroutage	pas préciser

	chaux - injecteur	remplacement de l'anneau élastique de l'accouplement	4000 heures
		remplacement du renvoi d'angle titre préventif	8000 heures
	moteur triphasé	Remplacer les roulements	10000 heures
		remplacer la bague d'étanchéité	
	Motoréducteur	Remplacer l'huile minérale	au plus tard tous les 3 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
		Remplacer l'huile synthétique	au plus tard tous les 5 ans
		Remplacer la graisse des roulements	
		remplacer la bague d'étanchéité	
Relevage des Eaux traitées	filtre eau industrielle	PAS DE DOC STF	PAS DE DOC STF
	filtre eau traitée	nettoyage de la chambre de dégrossissage spindle: réviser visuellement s'il ya besoin de graisse	12 mois
		culote de stagner : vérifier qu'il n'y ait pas de fuite	6mois
		nettoyage du filtre	2-4 semaines
		nettoyage manuelle	2000 nettoyages
		vérifier que les embouts sont bien ajustés	2ans
désodorisation	désodorisation et ventilateur	PAS DE DOC GREENPRO	PAS DE DOC GREENPRO
	pompes vide cave	Remplacement d'huile	5000 heures
		Remplacement garniture mécanique	
		Remplacement des roulements moteur	
		Remplacement d'huile chambre intercalaire	
bâche à boues	Agitateur bâche à boues	Remplacement des matières consommable de la préchambre, de la chambre d'engrenage et de la chambre d'étanchéité	annuellement

ARTICLE 22 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est valable pour une durée **d'un (1) an** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 23 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les réceptions et les facturations seront effectuées mensuellement à terme échu.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 24 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ

Le prestataire doit remettre au maître d'ouvrage, une copie des bulletins de paie du personnel affecté dans le cadre du marché.

Le prestataire doit inscrire l'ensemble du personnel à affecter dans le cadre du marché auprès de la CNSS dont des copies des bordereaux de déclaration du personnel auprès de ladite caisse, seront mises à la disposition du maître d'ouvrage.

Le nombre de jours de travail du personnel déclaré à la CNSS doit correspondre exactement au nombre de jours travaillés.

ARTICLE 25 : PENALITES**Pénalités pour déversement d'effluent non traité**

En cas de déversement d'effluents par les by-pass de la station d'épuration, non autorisé ou non dépendant d'un cas de force majeure, par la faute de l'exploitant, il est calculé une pénalité journalière à partir de la formule générale :

$$Ps = R \times Vbs / Vj$$

Où :

P : Pénalité encourue.

R : Rémunération journalière moyenne du mois précédent

Vbs : Volume bipassé dans la station d'épuration

Vj : volume journalier de référence pour l'année en cours, indiqué dans le Bilan Contractuel d'Exploitation.

Toutes les pénalités prévues ci-dessous sont applicables sur simple constat, par le maître d'ouvrage, d'une ou plusieurs non-conformités aux prescriptions du présent marché.

Pénalité pour insuffisance du personnel.

En cas d'insuffisance de l'effectif fixé, une pénalité de 100 Dhs par agent et par heure d'absence est appliquée par constat de la part du responsable du marché. Cette pénalité ne peut toutefois dépasser 10 % du montant mensuel des prestations.

Pénalité pour retard d'exécution.

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché par jour de retard.

- 1- **En cas de retard dans l'exécution des travaux :** Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 C.C.A.G.T.
- 2- **En cas de retard dans la remise des documents ou rapports :** Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant

du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

Cumul des pénalités.

Les pénalités ci-dessus, sont cumulables sans toutefois que le cumul ne dépasse **10% du montant du marché.**

NB : Une répétition des constats et/ou l'atteinte du plafond des pénalités (10% du montant du marché) peut entraîner la résiliation de ce marché de la part de l'ONDA conformément aux dispositions du CCAGT.

ARTICLE 26 : LIEU DES PRESTATIONS

Le prestataire déclare avoir pris connaissance sur site de l'étendue des prestations qu'il doit exécuter dans le cadre du présent marché. Par conséquent, il ne peut prétendre après conclusion du marché à des pertes, dommages, et augmentation à cause de la sous-évaluation de l'importance des prestations.

ARTICLE 27 : VISITES MEDICALES

Le prestataire devra obligatoirement soumettre à la visite médicale d'embauche tout agent avant sa prise de fonction.

Elle assurera d'autre part, périodiquement à son personnel, les examens médicaux prévus par la législation en vigueur. Ces examens seront consignés par le prestataire dans un registre spécial.

L'ONDA se réserve le droit de procéder à tout contrôle qu'il aura jugé nécessaire et notamment de refuser l'embauche de tout agent ne s'étant pas soumis à la visite médicale de contrôle ou déclaré atteint d'une maladie à caractère contagieux.

ARTICLE 28 : COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel du prestataire devra faire preuve d'une discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel.

Le prestataire s'engage sur une simple demande écrite de l'ONDA, à prendre les mesures disciplinaires à l'encontre du personnel ayant fait l'objet d'une remarque et à son remplacement éventuel.

ARTICLE 29 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE

a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3 %) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.GT.

b) **Retenue de garantie** : Par dérogation aux Dispositions des articles 16 et 64 du C.C.A.GT aucune retenue de garantie ne sera applicable au titre de ce marché.

Le cautionnement définitif sera libéré sur présentation du Procès-verbal d'achèvement de l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 30 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché et une prestation de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 31 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 75 du C.C.A.G.T et compte tenu de la nature des prestations, aucun délai de garantie n'est prévu.

ARTICLE 32 : DEFINITIONS DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 151/17/AOO

Exploitation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la plate-forme aéroportuaire de Benslimane

Concurrent

« Lu et accepté sans réserve »